



PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

31 MARS 2010

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Orléans, le

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

PROJETS D'ARRETES PREFECTORAUX PORTANT  
PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES  
AU SUIVI DES SUBSTANCES MESUREES DANS LES  
REJETS AQUEUX DES ETABLISSEMENTS  
PICA A VIERZON ET SPCH A THIENIOUX

GIDIC-RAAPC VOT 2010 00YI

Référence : LM/MEDIC/R/Rapport\_coderst\_SPCH\_PICA\_RSDE\_gchese initiale\_100330.doc

Affaire suivie par : LUDOVIC MARCELIUS

ludovic.marcelius@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 48 21 20 20 - Fax : 02 48 20 42 39

Vérifié par : Florian BROCARD

PHASE DE SURVEILLANCE INITIALE DES EMISSIONS  
DE SUBSTANCES TOXIQUES

Objet : Projets d'arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires relatives au suivi des substances mesurées dans les rejets aqueux des établissements PICA sur la commune de Vierzon et SPCH sur la commune de ThénioUX. Phase de surveillance initiale des émissions de substances toxiques.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame le Préfet du Cher

I. PRÉSENTATION

La circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique (RSDE) présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation précise que tous les établissements ayant un ou plusieurs rejets d'eaux industrielles doivent faire l'objet d'une surveillance des émissions des substances dangereuses, à partir de listes de substances déterminées par secteurs d'activités.

Cette action, détaillée dans le rapport du 5 octobre 2009 de l'inspection des installations classées pour les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires présentés lors du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 21 octobre 2009, vise notamment en priorité les établissements IPPC. A cet égard, les établissements de la société PICA sis sur la commune de Vierzon et de la société SPCH sis sur la commune de ThénioUX doivent faire l'objet de prescriptions spécifiques imposant la mise en place d'une surveillance initiale des émissions des substances dangereuses rejetées par les activités de ces deux établissements.

Les activités de ces deux établissements étant assimilées à celle du secteur de la chimie et les deux pétitionnaires ayant participé à la première phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique, les analyses seront effectuées sur :

PJ : - 2 projets d'arrêtés préfectoraux  
- 2 plans de situation  
Copie à : DREAL Centre - UT 18

15 avenue Roland Garros  
18021 BOURGES Cedex  
Tél : 02 48 21 20 20  
Fax : 02 48 20 42 39



<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>

Ressources, territoires et habitats  
Énergie-Environnement, Développement durable  
Prévention des risques : Infrastructures, transports et mer

Présent  
pour  
l'avenir

- les substances qui ont été détectées lors de la première campagne RSDE, pour les six mesures ;
- pour les substances qui n'ont pas été détectées ou quantifiées lors de la première campagne alors que les analyses ont été réalisées avec des méthodes ayant des limites de quantification supérieures à celles spécifiées à l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009, une mesure initiale devra être faite (ces substances sont repérées par une astérisque dans l'annexe 1 du nouveau projet d'arrêté ci-joint). Celle-ci devra être suivie par cinq autres mesures, seulement pour les substances détectées lors de cette mesure initiale.

## II. CONCLUSION

L'inspection des installations classées propose d'imposer par voie d'arrêtés complémentaires pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement une surveillance initiale des effluents industriels rejetés par les établissements PICA sis sur la commune de Vierzon et SPCH sis sur la commune de Thénieux conformément à la circulaire du 5 janvier 2009.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques doit être préalablement consultée sur ces projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'inspecteur des installations classées,

L. MARCELIUS

Vis et transmis avec avis conforme  
Pour le directeur et par délégation,

Le chef de service environnement  
Indusidel et Risques



J.-P. RICHARD



**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**  
**Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique**  
**Première phase : surveillance initiale**

- Vu** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- Vu** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu** la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;
- Vu** la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;
- Vu** la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE<sub>p</sub>) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;
- Vu** la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2002.1.1434 du 23 octobre 2002 autorisant la société PICA à étendre un établissement de fabrication de charbon actif, situé 15 route de Foëcy à Vierzon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°2004.1.380 du 21 avril 2004 imposant des prescriptions techniques relatives à la prévention des risques liés à la légionellose pour l'établissement de Vierzon, 15 route de Foëcy, modifiant l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002 susvisé ;
- Vu** le courrier de l'inspection du 17 novembre 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;
- Vu** le courrier de l'industriel du 3 décembre 2009 en réponse ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXXX ;
- Vu** l'avis du CODERST du XXXXX ;
- Vu** les résultats du rapport établi par le laboratoire Ianesco Chimie référencé n° RE 05/13448 daté d'octobre 2005 présentant les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet.**

La société PICA, dont le siège social est situé immeuble le Dufy, 1 place de Turenne, 94415 SAINT MAURICE Cedex, doit respecter pour ses installations situées 15 route de Foëcy sur le territoire de la commune de Vierzon, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2002.1.1434 du 23 octobre 2002 modifié susvisé sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés au point 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux

paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2002.1.1434 du 23 octobre 2002 modifié susvisé sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral n°2002.1.1434 du 23 octobre 2002 modifié susvisé répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

#### Point n°1 : rejet de la station de détoxification du site

- Substances dont l'abandon de la surveillance pourra être envisagé après accord de l'inspection des installations classées dans le cas où la première analyse montre que la substance n'est pas détectée.

Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
NP1OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1*
NP2OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1*
Octylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
OP1OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1*
OP2OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1*
2 chloroaniline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
3 chloroaniline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
4 chloroaniline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
4-chloro-2 nitroaniline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
3,4 dichloroaniline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
Chloroalcanes C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub>	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	10
Biphényle	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Tributylphosphate	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1

Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Tétrabromodiphényléther BDE 47	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.
Pentabromodiphényléther (BDE 99)	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Pentabromodiphényléther (BDE 100)	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Hexabromodiphényléther BDE 154	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Hexabromodiphényléther BDE 153	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Heptabromodiphényléther BDE 183	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Décabromodiphényléther (BDE 209)	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	
Hexachlorobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Pentachlorobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
1-chloro-2-nitrobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
1-chloro-3-nitrobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
1-chloro-4-nitrobenzène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
Pentachlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
4-chloro-3-méthylphénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
2 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
3 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
4 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
2,4 dichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
2,4,5 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
2,4,6 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
Hexachloropentadiène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.1
Hexachlorobutadiène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.5
Anthracène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Fluoranthène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Naphtalène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Acénaphthène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Benzo (a) Pyrène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01

Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Benzo (k) Fluoranthène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Benzo (b) Fluoranthène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Benzo (g,h,i) Pérylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
acide acétique	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
2-pipéridone	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
2 (5H) furanone, 5 méthyl	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
acide 4 oxovalérique méthyl ester	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
gamma valérolactone	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
2-furan méthanol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
furfural	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
gamma octanoïque lactone	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
2 méthoxy phénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
alcool benzylque	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
gamma hexanolactone	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
gamma heptalactone	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
PCB 28	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 52	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 101	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 118	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 138	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 153	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
PCB 180	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.01
Trifluraline	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Alachlore	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
Atrazine	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.03
Chlorfenvinphos	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Chlorpyrifos	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05

Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Diuron	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Apha Endosulfan	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
béta Endosulfan	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
alpha Hexachlorocyclohexane	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
gamma isomère Lindane	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.02
Isoproturon	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.05
Simazine	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.03

(1) :

- *rejet continu* : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- *rejet discontinu* : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- *rejet en bûchée ou eaux pluviales* : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

\* : valeur de LQ dérivée de l'annexe D de la norme ISO/DIS 18857-2

Le délai de remise du résultat de la première analyse à l'inspection des Installations classées ne pourra excéder 2 mois après le prélèvement.

La poursuite de la surveillance initiale (5 analyses) est engagée dans le mois qui suit l'accord de l'inspection des installations classées sur la liste amendée.

• **Substances à surveiller durant l'intégralité de la phase de surveillance initiale :**

Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Chloroforme	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	1
Cadmium et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	2
Plomb et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	5
Mercure et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	0.5
Nickel et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	10
Arsenic et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	5



Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Zinc et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	10
Cuivre et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	5
Chrome et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	5
4-tert-butylphénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	Non applicable
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	30 000 300
Matières en Suspension	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 heures	2 000

(1) :

- rejet continu : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- rejet discontinu : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- rejet en bâchée ou eaux pluviales : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

#### Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 6 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 6 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :
  1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
  2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire;
  3. 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10\*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10\*NQEp,

norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

**ET 3.2** Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance;
- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

**Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.
- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

**Article 6 :**

Les infractions ou l'observation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.


**ANNEXE 1 - Tableau des performances et assurance qualité et attestation du prestataire à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant**  
(Documents disponibles à l'annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeables sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)


Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduelles	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
<b>Alkylphénols</b>				
	Octylphénols	1920		
	OP1OE	demande en cours		
	OP2OE	demande en cours		
<b>Anilines</b>	2 chloroaniline	1593		
	3 chloroaniline	1592		
	4 chloroaniline	1591		
	4-chloro-2 nitroaniline	1594		
	3,4 dichloroaniline	1586		
<b>Autres</b>				
	Biphényle	1584		
	Epichlorohydrine	1494		
	Tributylphosphate	1847		
	Acide chloroacétique	1465		
<b>BDE</b>	Tétrabromodiphényléther BDE-47	2919		
	Hexabromodiphényléther BDE-154	2911		
	Hexabromodiphényléther BDE-153	2912		
	Héptabromodiphényléther BDE-183	2910		
	Décabromodiphényléther (BDE-209)	1815		
<b>BTEX</b>	Benzène	1146		
	Ethylbenzène	1497		
	Isopropylbenzène	1633		
	Toluène	1278		
	Xylènes (Somme o,m,p)	1780		
<b>Chlorobenzènes</b>				
	1,2,3 trichlorobenzène	1630		
	1,2,4 trichlorobenzène	1283		
	1,3,5 trichlorobenzène	1629		
	Chlorobenzène	1467		
	1,2 dichlorobenzène	1165		
	1,3 dichlorobenzène	1164		
	1,4 dichlorobenzène	1166		
	1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631		


Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	I.Q. en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468		
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2 chlorophénol	1471		
	3 chlorophénol	1651		
	4 chlorophénol	1650		
	2,4 dichlorophénol	1486		
	2,4,5 trichlorophénol	1548		
	2,4,6 trichlorophénol	1549		
	Hexachloropentadiène	2612		
COHV	1,2 dichloroéthane	1161		
	Chlorure de méthylène	1168		
	Chloroforme	1135		
	Tétrachlorure de carbone	1276		
	Chloroprène	2611		
	3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065		
	1,1 dichloroéthane	1160		
	1,1 dichloroéthylène	1162		
	1,2 dichloroéthylène	1163		
	Hexachloroéthane	1656		
	1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271		
	Tétrachloroéthylène	1272		
	1,1,1 trichloroéthane	1284		
	1,1,2 trichloroéthane	1285		
	Trichloroéthylène	1286		
	Chlorure de vinyle	1753		
HAP	Fluoranthène	1191		
	Naphtalène	1517		
	Acénaphthène	1453		
Métaux	Plomb et ses composés	1382		
	Nickel et ses composés	1386		
	Arsenic et ses composés	1369		
	Zinc et ses composés	1383		
	Cuivre et ses composés	1392		
Organoétains	Chrome et ses composés	1389		
	Dibutylétain cation	1771		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduelles	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduelle)
	Monobutylétain cation	2542		
	Triphénylétain cation	demande en cours		
PCB	PCB 28	1239		
	PCB 52	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 138	1244		
	PCB 153	1245		
	PCB 180	1246		
Pesticides	Terbufos	1289		
	Alachlore	1101		
	Atrazine	1107		
	Chlorfenvinphos	1464		
	Chlorpyrifos	1083		
	Diuron	1177		
	Isoproturon	1208		
	Simazine	1263		
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène du Carbone Organique Total	1841		
	Matières en Suspension	1206		

<sup>1</sup> : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : «Chloroalcane C10-C13, diphenylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène».

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 50 %

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 30 %

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 50 %

## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>1</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

(Document disponible à l'annexe 5.4 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeable sur le site <http://sde.ineris.fr/>)

### Conditions de prélèvement et d'analyses

[illegible]

## Résultats d'analyses

[illegible]

### **ANNEXE 3 - Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**



**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**  
**Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique**  
**Première phase : surveillance initiale**

- VU** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU** les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;
- VU** la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;
- VU** la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE<sub>p</sub>) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;
- VU** la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1999-1-49 du 19 mars 1999 autorisant la société Bernardy Chimie à poursuivre ses activités de fabrication de produits chimiques au lieu-dit « Launay », 12 route de Tours sur le territoire de la commune de Thénieux et portant régularisation administrative ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2002.1.1323 du 3 octobre 2002 autorisant l'extension d'une installation classée portant mise à jour administrative des activités et imposant des prescriptions relatives à la surveillance des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2009.1.985 du 11 juin 2009 fixant à la Société des Produits Chimiques d'Harbonnières pour le site qu'elle exploite sur la commune de Thénieux, les valeurs limites d'émissions atmosphériques et aqueuses dans le cadre de la directive IPPC ;
- VU** le courrier de l'inspection du 29 décembre 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** le courriel de l'industriel du 23 février 2010 en réponse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXXX ;
- VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

**VU** les résultats du rapport établi par le laboratoire SGS Multilab référencé 38R06 et daté de décembre 2005 présentant les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société SPCH – Etablissement Bernardy, dont le siège social est situé à Harbonnières (80131), doit respecter pour ses Installations situées sur le territoire de la commune de Thénieux (18100), 12 route de Tours, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1999-1-49 du 19 mars 1999 modifié susvisé sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés au point 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'article 3.1.8 de l'arrêté préfectoral n°1999-1-49 du 19 mars 1999 modifié susvisé sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral n°1999-1-49 du 19 mars 1999 modifié susvisé répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

### **Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale**

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance aux points de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

*Point n°1 : sortie lagune de tranquillisation en aval de la station de traitement des effluents.*

- Substances dont l'abandon de la surveillance pourra être envisagé après accord de l'inspection des installations classées dans le cas où la première analyse montre que la substance n'est pas détectée.

Substance (*)	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Triphénylétain cation	1 mesure par mois pendant 6 mois (la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)	ponctuel	0,02
Plomb et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Chrome et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,2 dichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2
Chlorure de méthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,1 dichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,1 dichloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2,5
Tétrachloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
1,1,1 trichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
1,1,2 trichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	1
Trichloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
Pentachlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
4-chloro-3-méthylphénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
3 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
4 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2,4 dichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2,4,5 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Alachlore	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,02
Diuron	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,05
Isoproturon	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,05
Acide chloroacétique	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	25
Tétabromodiphényléther BDE47	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE
Hexabromodiphényléther BDE154	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Hexabromodiphényléther BDE153	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Heptabromodiphényléther BDE 183	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Décabromodiphényléther BDE209	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
NP10E	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1

NP2OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Octylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
OP1OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
OP2OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1

(1):

- rejet continu : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- rejet discontinu : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- rejet en bâchée ou eaux pluviales : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

Le délai de remise du résultat de la première analyse à l'inspection des installations classées ne pourra excéder 2 mois après le prélèvement.

La poursuite de la surveillance initiale (5 analyses) est engagée dans le mois qui suit l'accord de l'inspection des installations classées sur la liste amendée.

- Substances à surveiller durant l'intégralité de la phase de surveillance initiale :

Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Tributylétain cation	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,02
Nickel et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	10
Arsenic et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Cuivre et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Zinc et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	10
Chlorure de vinyle	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
2,4,6 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Tributylphosphate	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	30 000 300
Matières en Suspension	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2 000

(1) :

- rejet continu : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- rejet discontinu : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- rejet en bâchée ou eaux pluviales : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

*Point n°2 : rejet lagune pluviale.*

- Substances dont l'abandon de la surveillance pourra être envisagé après accord de l'inspection des installations classées dans le cas où la première analyse montre que la substance n'est pas **détectée**.

Substance (*)	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Triphénylétain cation	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,02
Plomb et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Chrome et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,2 dichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2
Chlorure de méthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,1 dichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
1,1 dichloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2,5
Tétrachloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
1,1,1 trichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
1,1,2 trichloroéthane	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	1
Trichloroéthylène	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,5
Pentachlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
4-chloro-3-méthylphénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
3 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
4 chlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2,4 dichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2,4,5 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
2,4,6 trichlorophénol	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Alachlore	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,02
Diuron	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,05
Isoproturon	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,05
Addé chloracétique	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	25
Tétrabromodiphényléther BDE47	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE
Hexabromodiphényléther BDE154	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Hexabromodiphényléther BDE153	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Heptabromodiphényléther BDE 183	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	
Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
NP10E	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
NP20E	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1

Octylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
OP1OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
OP2OE	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1

(1):

- rejet continu : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- rejet discontinu : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- rejet en bâchée ou eaux pluviales : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

Le délai de remise du résultat de la première analyse à l'inspection des installations classées ne pourra excéder 2 mois après le prélèvement.

La poursuite de la surveillance initiale (5 analyses) est engagée dans le mois qui suit l'accord de l'inspection des installations classées sur la liste amendée.

- Substances à surveiller durant l'intégralité de la phase de surveillance initiale :

Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement(1)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l. (source : annexe 5.2 du document en annexe 3)
Nickel et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	10
Cuivre et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Zinc et ses composés	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	10
Chlorure de vinyle	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	5
Tributylphosphate	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	0,1
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	30 000 300
Matières en Suspension	1 mesure par mois pendant 6 mois	ponctuel	2 000

(1):

- rejet continu : ponctuel représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)
- rejet discontinu : Prélèvement asservi au temps (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée)
- rejet en bâchée ou eaux pluviales : Prélèvement ponctuel (la méthodologie de prélèvement mise en œuvre sera précisée).

#### Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 12 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 12 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :
  1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
  2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire ;
  3.
    - 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10\*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10\*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;
    - ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNAS et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

#### **Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.
- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.



**Article 6 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.


**ANNEXE 1 - Tableau des performances et assurance qualité et attestation du prestataire à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant**  
 (Documents disponibles à l'annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeables sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)


Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
<i>Alkylphénols</i>				
	Octylphénols	1920		
	OP10E	demande en cours		
	OP20E	demande en cours		
<i>Anilines</i>	2 chloroaniline	1593		
	3 chloroaniline	1592		
	4 chloroaniline	1591		
	4-chloro-2 nitroaniline	1594		
	3,4 dichloroaniline	1586		
<i>Autres</i>				
	Biphényle	1584		
	Epichlorhydrine	1494		
	Tributylphosphate	1847		
	Acide chloroacétique	1465		
<i>BDE</i>	Tétrabromodiphényléther BDE 47	2919		
	Hexabromodiphényléther BDE 154	2911		
	Hexabromodiphényléther BDE 153	2912		
	Heptabromodiphényléther BDE 183	2910		
	Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815		
<i>BTEX</i>	Benzène	1114		
	Ethylbenzène	1497		
	Isopropylbenzène	1633		
	Toluène	1278		
	Xylènes (Somme o,m,p)	1780		
<i>Chlorobenzènes</i>				
	1,2,3 trichlorobenzène	1630		
	1,2,4 trichlorobenzène	1283		
	1,3,5 trichlorobenzène	1629		
	Chlorobenzène	1467		
	1,2 dichlorobenzène	1165		
	1,3 dichlorobenzène	1164		
	1,4 dichlorobenzène	1166		
	1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631		


Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduelles	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468		
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2-chlorophénol	1471		
	3-chlorophénol	1651		
	4-chlorophénol	1650		
	2,4-dichlorophénol	1486		
	2,4,5-trichlorophénol	1548		
	2,4,6-trichlorophénol	1549		
	Hexachloropentadiène	2612		
COHV	1,2-dichloroéthane	1161		
	Chlorure de méthylène	1168		
	Chloroforme	1115		
	Tétrachlorure de carbone	1276		
	Chloroprène	2611		
	3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065		
	1,1-dichloroéthane	1160		
	1,1-dichloroéthylène	1162		
	1,2-dichloroéthylène	1163		
	Hexachloroéthane	1656		
	1,1,2,2-tétrachloroéthane	1271		
	Pentachloroéthylène	1272		
	1,1,1-trichloroéthane	1284		
	1,1,2-trichloroéthane	1285		
	Trichloroéthylène	1286		
	Chlorure de vinyle	1753		
HAP	Fluoranthène	1191		
	Naphtalène	1511		
	Acénaphthène	1453		
Métaux	Plomb et ses composés	1382		
	Nickel et ses composés	1386		
	Arsenic et ses composés	1369		
	Zinc et ses composés	1383		
	Cuivre et ses composés	1392		
	Chrome et ses composés	1389		
Organoétalins	Dibutylétain cation	1771		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	Monobutylétain cation	2542		
	Triphénylétain cation	demande en cours		
PCB	PCB 28	1239		
	PCB 52	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 138	1244		
	PCB 153	1245		
	PCB 180	1246		
Pesticides	Trifluraline	1289		
	Alachlore	1101		
	Atrazine	1107		
	Chlorfenvinphos	1464		
	Chlorpyrifos	1083		
	Diuron	1177		
	Isoproturon	1208		
	Simazine	263		
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314 1841		
	Matières en Suspension	305		

<sup>1</sup> : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcane C10-C13, diphenylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 50 %

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 30 %

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07) dont l'objectif de réduction à l'échéance 2015 est de 50 %

## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....  
.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement<sup>1</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

(Document disponible à l'annexe 5.4 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeable sur le site <http://rsde.lnervis.fr/>)

## Conditions de prélèvement et d'analyses

[illegible]

### Résultats d'analyses

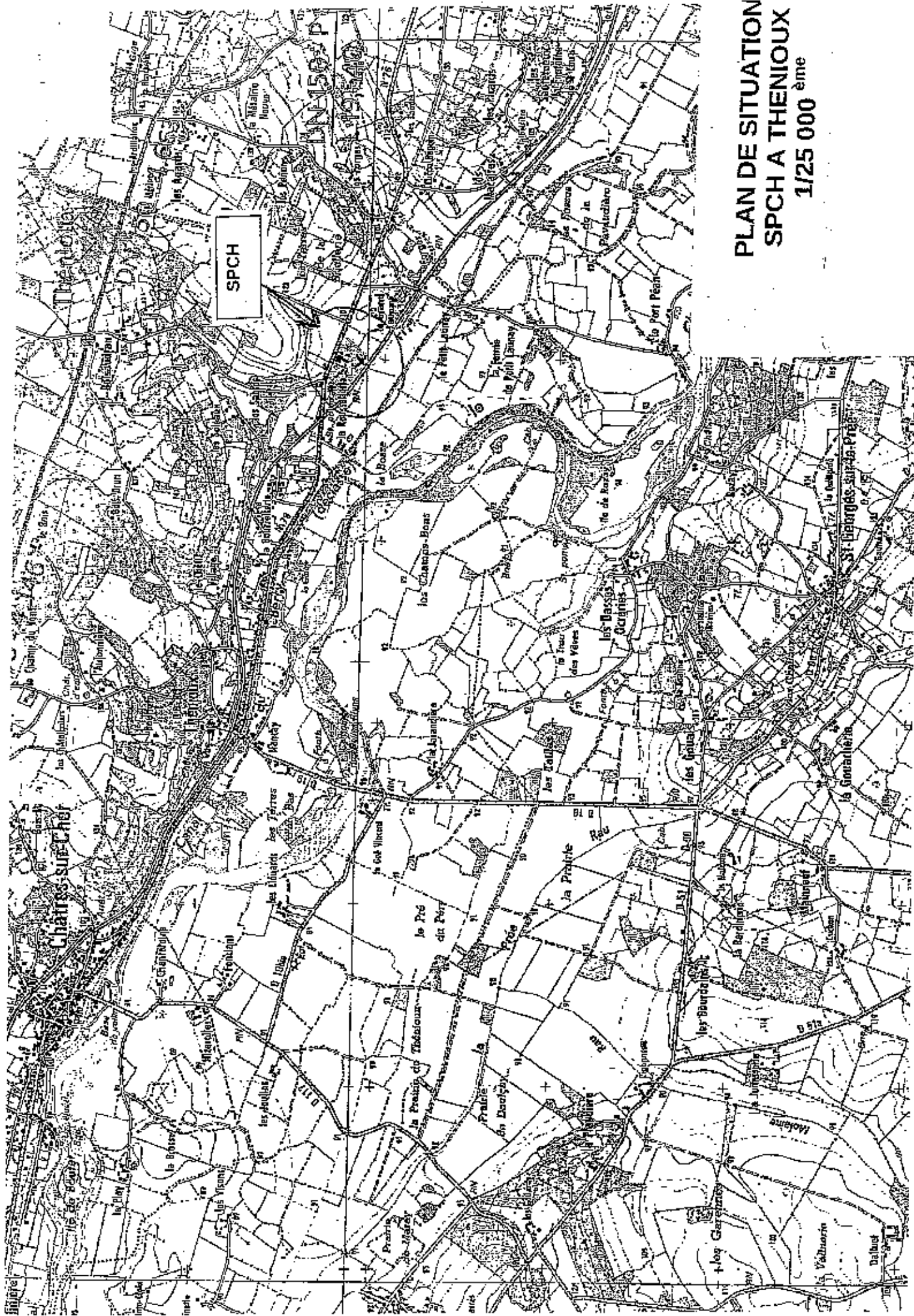
[illegible]

**ANNEXE 3 - Prescriptions techniques applicables aux  
opérations de prélèvements et d'analyses**

**(joindre l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009)**







**PLAN DE SITUATION  
SPCH A THENIOUX  
1/25 000<sup>ème</sup>**



PLAN DE SITUATION  
PICA A VIERZON  
1/25 000<sup>ème</sup>



